Études océan Indien

46-47 | 2011

Vohémar, cité-État malgache

RANDRIANJA Solofo & ELLIS Stephen, *Madagascar. A Short History*

Rabenantoandro Rajakoba

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/oceanindien/1371>

DOI : 10.4000/oceanindien.1371

ISSN : 2260-7730

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2011

ISBN : 978-2-85831-199-6

ISSN : 0246-0092

Référence électronique

Rabenantoandro Rajakoba, « RANDRIANJA Solofo & ELLIS Stephen, *Madagascar. A Short History* », *Études océan Indien* [En ligne], 46-47 | 2011, mis en ligne le 05 mars 2013, consulté le 30 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/oceanindien/1371> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/oceanindien.1371>

Ce document a été généré automatiquement le 30 juin 2021.

Études océan Indien est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

RANDRIANJA Solofo & ELLIS Stephen, *Madagascar. A Short History*

Rabenantoandro Rajakoba

RÉFÉRENCE

RANDRIANJA Solofo & ELLIS Stephen, *Madagascar. A Short History*, London, Hurst & Co., 2009, VIII-316 p., cartes, photos., gloss., bibl., index. ISBN : 978-1-85065-947-1.

- 1 Deux historiens qui ont déjà derrière eux une très sérieuse bibliographie publient cette histoire générale de Madagascar « des origines à nos jours », selon l'ancienne formule, ou comme le disent les auteurs « depuis le temps où le premier être humain mit le pied sur ses rivages et jusqu'à aujourd'hui », soit environ dix-sept siècles (p. 2). L'ouvrage est destiné à remplacer la classique *Histoire de Madagascar* de Deschamps publiée pour la première fois en 1960, à laquelle les auteurs rendent hommage dès la première note.
- 2 Randrianja et Ellis montrent une capacité impressionnante à mettre en œuvre la bibliographie, depuis les voyageurs anciens, les savants coloniaux, et les érudits malgachisants du tournant du ^{xx}e siècle jusqu'aux plus récents travaux d'historiens, d'archéologues, d'anthropologues, de linguistes. Mais, sur certains sujets, ils ne craignent pas de faire aussi œuvre originale, en s'appuyant sur des sources d'archives inédites. Ce n'est pas un mince défi que de proposer à la fois une vision d'ensemble d'une matière très vaste et des arguments nouveaux touchant des points particuliers.
- 3 Il s'agit, on l'a compris, d'un ouvrage ambitieux : les auteurs ne tentent pas seulement une synthèse des connaissances acquises sur l'histoire de Madagascar, ils y ajoutent une discussion de fond des principales questions récurrentes dans la littérature sur le pays — des questions qui débordent du domaine de l'historien. Ces questions touchent, plus largement, la représentation générale qui a été donnée du pays — celle qu'ont présentée les spécialistes étrangers, essentiellement européens, et aussi celle que les Malgaches eux-mêmes veulent proposer. Les controverses les plus actuelles ne sont donc jamais bien loin, et elles sont souvent culturelles, et aussi politiques : y a-t-il

quelque chose de fondé historiquement dans la (quasi rituelle) invocation des « valeurs de la parenté », ce fameux *fihavanana* qui a été introduit jusque dans le texte de la Constitution malgache ? Et que penser de l'explication (quasi-rituelle elle aussi) de toutes les difficultés du pays par les conflits ethniques subsumés en une seule opposition principale, celle entre les Merina et les « Côtiers » ? Et, question liée à la précédente, comment comprendre l'affirmation (constamment reprise par tous les témoins au moins depuis Flacourt au milieu du XVII^e siècle) que « la langue est unique et seule dans toute l'Isle », et en même temps les protestations de ceux qui allèguent qu'il n'y a pas d'intercompréhension entre les dialectes des différentes régions ?

- 4 Le souci de réexamen des questions fondamentales se marque déjà dans le choix du plan de l'ouvrage. Les auteurs ont cherché à échapper à une vision finaliste de l'histoire de Madagascar, vision dans laquelle les conflits du XIX^e siècle et spécialement les succès des rois Andrianampoinimerina et Radama I^{er} étaient interprétés rétrospectivement comme la préparation d'une unité nationale à venir, sur le modèle de l'expansion du domaine royal capétien conduisant à la construction progressive de l'unité française. Deschamps revendiquait explicitement ce schéma, en proposant une opposition structurale entre des pays comme l'Inde ou la Chine dont l'histoire est plutôt cyclique, et Madagascar, dont l'histoire, linéaire, « évoque plutôt, dans son déroulement logique, l'histoire de la France elle-même » (1960 : 8). Naturellement, dans cette perspective, l'unité nationale n'a été réalisée que partiellement dans le Royaume de Madagascar précolonial (de 1817 à 1895), et elle n'a été accomplie finalement que par la colonisation française, régime qui devait la léguer ensuite à la République née de la décolonisation de 1958-1960. Il serait trop facile de dauber cette vision en y voyant seulement le résultat des préjugés d'un historien administrateur colonial... et comme on l'a vu, ce n'est pas ce que font nos auteurs. La synthèse de Deschamps conduisait d'ailleurs plutôt à une forme de patriotisme malgache¹. Mais cette vision d'une histoire conduisant nécessairement à l'unité et au progrès, bien caractéristique de l'idéologie optimiste du temps, a dû aujourd'hui laisser place sinon aux déceptions, du moins à l'incertitude d'une ouverture risquée à un nouveau cours « mondialisé »².
- 5 Ces préoccupations théoriques expliquent pourquoi les auteurs ont renoncé aux plans académiques habituels articulés en trois volets. Il s'agissait d'éviter de placer, comme on l'a fait si souvent dans les histoires de l'Afrique, cette si brève période de tout juste trois générations — la colonisation — en pivot de toute l'histoire ordonnant autour d'elle des ères pré- et postcoloniales. À la place, nous avons un plan plus complexe, en sept chapitres, qui n'impose pas une interprétation univoque, ce qui n'empêche pas d'y reconnaître des points dominants. Les deux premiers chapitres, délimités par des repères chronologiques approximatifs, en chiffres ronds (le peuplement, de 400 à 1099, puis la transformation de l'environnement par les hommes, de 1100 à 1599 de l'ère commune), correspondent en gros à la nature des sources disponibles : ce sont les périodes pour lesquelles les principales sources sont les découvertes des linguistes et des archéologues. On aura bien noté que la césure n'est pas placée à l'orée du XVI^e siècle comme c'était l'habitude des exposés classiques³ : c'est que l'arrivée à partir de 1500 de quelques navigateurs européens, une poignée de Portugais, n'a certainement pas pu être un point charnière, puisque le pays était déjà bien établi sur les marges des routes maritimes de l'océan Indien, et que l'apparition des Européens par elle-même y a provoqué dans l'immédiat peu de changements (p. 9). Le changement dans la nature des sources disponibles, élément capital pour l'historien (à partir des navigations

européennes commencent les sources écrites de première main mentionnant des dates fermement établies), est lui-même encore peu déterminant puisque c'est surtout au XVIII^e siècle que ces sources deviennent substantielles. Cette nouvelle périodisation répond surtout à l'idée de remplacer un critère excentré, l'arrivée des Européens, par un critère interne, l'apparition de nouvelles formations politiques dont la plus importante devait être le royaume sakalava.

- 6 Cela ne signifie nullement que le point de vue de Randrianja et Ellis se referme sur le pays au détriment des liens avec l'extérieur ; au contraire, la question des filiations étrangères qui ont pu être à l'origine de l'idée monarchique est discutée en détail. Et le chapitre suivant, le chapitre central du livre, consacré aux « rois marchands d'esclaves » (*The Slave-Trader Kings, 1700-1816*) met plus encore en avant l'importance des relations internationales dans l'évolution des formations politiques. Dans ce chapitre et dans le suivant, « Le Royaume de Madagascar » (*The Kingdom of Madagascar, 1817-1895*), les questions de la traite des esclaves vers l'extérieur et des conséquences de la suppression de cette traite (correspondant à la première date précise servant de repère chronologique : 1817) deviennent les axes de la réflexion.
- 7 Les deux derniers chapitres couvrent la période française (de 1896 à 1972) et l'ouverture au plus vaste monde (de 1973 à 2002). Le choix de 1972 comme date limite entre ces deux dernières périodes marque encore une rupture avec la tradition historiographique qui retenait généralement comme césure la proclamation de l'Indépendance en 1960.
- 8 Il est impossible dans le cadre d'un compte rendu de prétendre résumer tout le contenu d'un livre aussi dense. On se limitera donc à revenir sur quelques-uns des points les plus frappants de l'exposé, que les auteurs eux-mêmes ont traités avec une particulière attention. Ce sont souvent des vues qui renversent des positions qu'on croyait acquises, et même qui peuvent paraître provocatrices.
- 9 Placer au centre de l'ouvrage la traite des esclaves et l'esclavagisation d'une grande partie de la population, faits qui ont rendu possibles, pour le premier l'épopée des royaumes de la côte ouest aux XVII^e et XVIII^e siècles, et pour le second l'émergence du Royaume de Madagascar à partir de 1817, c'est d'abord reconnaître à l'œuvre des « mondialisations » antérieures à celle de l'époque actuelle. Mais c'est aussi retourner d'une manière déconcertante les problématiques auxquelles nous étions habitués. Non, l'extension le long de la côte ouest des royaumes successifs fondés par les princes guerriers Volamena (la famille de l'Or) n'était pas une « expansion sakalava », au sens où elle aurait été l'expression de la domination d'une ethnie sakalava. C'est même l'inverse que nous devons comprendre : l'ethnie sakalava n'est pas le moteur historique de cette histoire politique ; elle en est plutôt le produit. Et non, le royaume des rois et des reines d'Ambohimanga et d'Antananarivo au XIX^e siècle n'a pas été le « royaume merina », ni non plus (moins encore peut-être) l'expression d'un « impérialisme merina », au sens où ils auraient été l'instrument de l'hégémonie d'un groupe merina préexistant. À l'inverse, c'est la formation et les succès (militaires et politiques) de ce royaume qui ont dessiné la forme de ce qui dès lors est devenu l'ethnie merina.
- 10 On a reconnu qu'ici les auteurs se rangent derrière Pier Larson qui place la constitution de l'ethnie merina au tournant du XIX^e siècle, à l'époque de l'« esclavagisation » d'une grande part de la population des Hautes Terres⁴. Le même raisonnement s'applique à la plupart des grandes catégories ethniques généralement retenues, en particulier aussi aux Betsimisaraka : ce sont les constructions politiques qui sont premières, et les

appartenances ethniques actuelles sont dérivées de ces constructions politiques, prenant leur autonomie justement au moment où elles cessent de fonctionner. (Mais on peut regretter que sur certaines, par exemple Betsileo ou Mahafaly, le livre ne donne presque aucune information. Visiblement, les auteurs ne se sont pas proposé de faire un tour du pays encyclopédique, avec des exposés sur l'histoire de chaque région. Peut-être cette décision était-elle raisonnable : étant donné les dimensions du livre, cela n'aurait abouti qu'à donner de très brefs résumés trop secs ?)

- 11 Étroitement liée à la question de la genèse des ethnies est celle du nom qu'il convient de retenir pour désigner le royaume des rois et des reines d'Ambohimanga et d'Antananarivo au XIX^e siècle. Elle est discutée avec des arguments soigneusement pesés, et on ne saurait trop recommander de s'y reporter (pp. 137-139). Appeler cet État « royaume d'Imerina » risquerait de faire supposer que son gouvernement se proposait de diriger « un groupe spécifique établi dans une région particulière » (*a specific regionally-based group*), c'est-à-dire une « ethnie » au sens actuel du terme. Or ce n'était pas le cas. Les auteurs récusent aussi le terme d'« empire merina » pour la même raison : employer ce nom supposerait que cette formation politique était un pouvoir établi au-dessus de plusieurs communautés ethniques distinctes. Or cela non plus n'existait pas encore : avant le XX^e siècle, Madagascar n'était pas divisée en « plusieurs groupes ethniques discrets, nettement séparés » (*distinct, non-porous ethnic groups*). D'où le choix que font les auteurs de conserver (comme l'avait déjà fait Deschamps) le nom par lequel ce royaume se désignait lui-même et sous lequel il s'était fait reconnaître par les puissances étrangères du temps : le Royaume de Madagascar.
- 12 Un autre point sur lequel les auteurs ont choisi de se démarquer de la tradition historiographique est leur décision de relativiser la signification de la date emblématique de 1960, retenue dans les célébrations nationales comme celle de l'Indépendance du pays. Beaucoup de lecteurs seront sans doute surpris d'apprendre que même d'un strict point de vue juridique, cette date ne s'imposait pas puisque le processus d'accession à l'indépendance s'est étalé en plusieurs actes entre 1958 et 1961 (pp. 179-181). Mais surtout, prolonger le temps des Français (*the French period*) jusqu'en 1972, c'est reconnaître que les douze premières années de la République n'ont guère marqué de rupture avec la colonisation, les mêmes politiques se prolongeant à peu près dans tous les domaines, en particulier dans celui de l'impôt de capitation, cette institution centrale de « l'impôt moralisateur » qui devait inculquer à l'indigène à la fois la soumission à l'économie monétarisée et l'obéissance aux autorités. C'est l'argument de l'ethnologue Althabe dans *Oppression et libération dans l'imaginaire* (Paris, Maspero, 1971), renouvelé et développé dans le vaste panorama des années 1960-1975, qu'on trouve dans *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar* de F. Raison-Jourde et G. Roy (Karthala 2010).
- 13 Dans la masse de données qui sont présentées, il faut pourtant avouer que le lecteur attentif rencontrera ici et là des erreurs.
- 14 Ce peut être parfois une confusion dans l'usage des sources elles-mêmes, toujours gênante dans un ouvrage destiné à devenir un classique et donc à servir d'outil de référence. Ainsi on lit p. 220, à propos de la définition des groupes ethniques, que certains des groupes dont Flacourt a rapporté les noms « étaient à l'évidence les prédécesseurs de ceux qui existent encore aujourd'hui, comme ceux qu'il appelait les "Machicorois" (aujourd'hui Masikoro) ou les "Séclaves" (Sakalava) ». Cela semble bien une erreur pour le deuxième groupe cité. De longue date en effet, les érudits

malgachisants⁵ ont fait remarquer (depuis Guillaïn, *Documents sur l'histoire...*, 1845, p. 8) que, justement, *le nom de Séclaves ne figure pas* dans Flacourt. Il apparaît, sous cette forme, pour la première fois dans Mayeur en 1774, et sous des graphies différentes dans des textes plus anciens : *Saccalauvors* dans Drury en 1729 (ce qui correspond bien selon l'écriture particulière de Drury à une prononciation *Sakalava*), et peut-être — à condition qu'on accepte l'identification, malgré une assez sérieuse différence phonétique — dans les *Suculambes* de Mariano en 1616. L'erreur n'est donc pas chronologique : le nom *Sakalava* existait vraisemblablement déjà du temps de Flacourt, mais le fait reste que cet auteur ne le mentionne pas⁶.

- 15 Dans d'autres cas, l'erreur touche des questions linguistiques, tellement importantes dans l'historiographie malgache par l'usage qu'on en a fait traditionnellement comme arguments sur les questions d'origine du peuplement et de migrations.
- 16 Par exemple, on lit p. 60 que le mot malgache *soratra* qui désigne l'écriture « vient de l'arabe *sura*, un chapitre du Coran, ce qui témoigne de la force mystique que l'écriture a prise à Madagascar ». C'est le type même de la légende étymologique, bien répandue dans l'opinion, mais qui n'est pas acceptée par les linguistes professionnels... Le mot est clairement rattaché à un étymon proto-malayo-polynésien *suRat qui a le sens de « blessure, coupure, graver » ; il est conservé sous la forme *surat* ou des formes voisines dans plusieurs langues austronésiennes avec le sens de « ligne, rai de couleur ou de lumière » ou de « couleur, motif, dessin » ; en malgache, même le mot *soratra* s'applique encore aux couleurs variées des robes de bétail, à la disposition des taches sur le plumage de la pintade, aux motifs qui décorent un tissu, etc.⁷ ; le passage au sens d'« écriture », par l'intermédiaire sans doute de celui de « ligne, rangée », n'est pas propre au malgache, il est attesté aussi dans plusieurs autres langues austronésiennes⁸. La seule chose qu'on peut dire pour défendre cette étymologie controuvée, c'est qu'elle correspond à une démarche bien caractéristique qui est en œuvre dans la tradition malgache elle-même : trouver dans des calembours des rapprochements de mots fortuits, une justification à des créations sémantiques nouvelles, qui peuvent être investies d'une efficacité sociale. Mais le fait *qu'on croie* à une étymologie ne lui donne pour le philologue aucune force particulière. Là encore, le raisonnement général n'est pas en cause : il y a beaucoup de mots malgaches qui sont d'origine arabe, en particulier dans le domaine de la religion et des techniques magiques. C'est l'exemple choisi qui est inexact.
- 17 Parfois, c'est dans des questions sociolinguistiques, cruciales par l'exploitation politique qui peut en être faite, que vient se loger l'erreur. C'est le cas en particulier quand est discutée la politique dite de « malgachisation » de l'enseignement, en vigueur dans les années 1973-1983. Les auteurs citent, p. 194, un document mis en ligne sur le site de l'Ambassade de France, où ils lisent que la malgachisation a été caractérisée par « l'abandon du français comme matière d'étude, dans les niveaux primaire et secondaire de l'enseignement » (*the abandonment of French as a subject of study at both primary and secondary level of education*). Le texte de l'Ambassade, qui est toujours consultable sur le site indiqué en note, parle en effet de la « suppression de l'enseignement du français dans le primaire et le secondaire », ce qui dit bien la même chose. Les auteurs ont seulement ajouté l'insistance sur « comme matière », *as a subject*.
- 18 Le problème est que cette affirmation est une contre-vérité. Jamais les programmes scolaires n'ont supprimé l'enseignement du français. Le français est resté, à travers toute la période de la « malgachisation », matière obligatoire, comme première langue

étrangère, sans possibilité pour les élèves de la remplacer par aucune autre langue, et cela à tous les niveaux de l'enseignement à partir du cours élémentaire. Les horaires avaient certes été revus à la baisse, puisque les textes officiels prévoyaient en 1973 de ne consacrer que 2 heures 20 hebdomadaires à l'étude du français dans chaque niveau du primaire, avant de revenir en 1974 à 4 heures 10 pour le cours élémentaire, et à 3 heures 50 pour le cours moyen. Quant à l'enseignement secondaire, ses programmes prévoyaient que les classes étudiaient des œuvres françaises, réparties entre œuvres d'auteurs français et œuvres d'auteurs francophones africains ou antillais, comme en seconde *Vol de nuit* de Saint-Exupéry et *L'Enfant noir* de Camara Laye, en première *Germinal* de Zola et *La Tragédie du roi Christophe* de Césaire, etc.⁹ Ce qui est exact, c'est que le français a cessé pendant cette période de servir de langue d'enseignement pour les autres matières du programme, la langue d'enseignement étant en principe le malgache. Mais le français n'a jamais cessé d'être enseigné comme matière.

- 19 Qu'un exposé de propagande comme celui diffusé par l'Ambassade de France fasse la confusion entre l'abandon de l'enseignement *en* français des mathématiques, de la géographie, etc., et un prétendu abandon de l'enseignement *du* français comme une matière d'étude, cela est sans doute compréhensible, encore que malhonnête. Mais il est fâcheux que cette confusion soit reprise sans être réfutée dans un ouvrage académique.
- 20 Ces erreurs et quelques autres tiennent certainement à la rapidité avec laquelle les auteurs ont dû compiler la très abondante littérature qu'ils ont dépouillée. Elles pourront être corrigées dans la mise au point des éditions suivantes, qu'appelle l'intérêt général de l'œuvre. Car le livre a des qualités qui le rendront vite indispensable. Il servira à la fois de guide à travers la complexité des faits et d'outil de référence pour des recherches plus détaillées, et on y trouvera encore des vues saisissantes qui peuvent aider à la compréhension de la société actuelle autant que de son passé. Je ne résiste pas au plaisir d'en donner quelques exemples. C'est, à partir de la controverse éculée sur le caractère africain et/ou asiatique de la culture malgache, cette idée suggérée par l'historien John Iliffe : un trait peut-être unique des sociétés africaines contemporaines est leur étonnante croissance démographique dans les quatre-vingts dernières années ; cette croissance s'est faite à une échelle et à une vitesse sans équivalent dans toute l'histoire connue du monde. Dans ce domaine au moins, le cas de Madagascar se rattache à l'ensemble africain (p. 7). C'est encore, sur la question sans cesse remise sur le tapis de la compatibilité entre différences dialectales et unité de la langue, ces réflexions (p. 218) appuyées sur une habile comparaison historique : la langue grecque dans l'Antiquité a bien été considérée comme *une* langue, malgré les très sensibles différences qui existaient entre les « dialectes » ionien et dorien (par exemple), et suffisamment *une* pour que la conscience de l'unité de l'Hellade soit précisément appuyée sur cette unité linguistique. Comment ne pas penser à ces hommes politiques malgaches d'aujourd'hui qui prennent argument de la diversité dialectale pour appuyer leurs revendications régionales, voire séparatistes, mais dont le discours exprimant ces revendications use précisément de cette langue nationale dont ils nient l'existence ? Et, enfin, ce raccourci merveilleusement évocateur qui relie formes anciennes et modernes de l'économie de marché (p. 219) :

Des commerçants ont parcouru l'île en tous sens, y compris les régions montagneuses de l'intérieur. Un des plus grands marchés a pris naissance loin dans l'intérieur, à Antananarivo. C'était le fameux zoma qui se tenait tous les vendredis — le jour sacré des musulmans — jusqu'à ce qu'il soit supprimé par le maire de la

ville dans les années 1990 par suite des embouteillages qui rendaient le centre-ville virtuellement impraticable pendant une partie de la semaine. De nouveaux foyers commerciaux sont apparus dans d'autres zones de la capitale. Mais certains des anciens lieux de vente sont toujours là, fréquentés maintenant par les travailleurs du sexe ; le site de l'un des anciens marchés d'esclaves est aujourd'hui un parc qui est le lieu de rendez-vous des prostitués masculins.

21 Un livre à lire et à relire, vraiment.

NOTES

1. Comme le montraient bien les conclusions, qui rendent un son presque nationaliste : « le sens d'une patrie malgache, limité à l'Imerina en 1895, est devenu général » ; et : « le petit monde d'autrefois fait place aujourd'hui à une patrie plus vaste, qui doit pénétrer les consciences et les volontés malgaches... » (1960 : 313).
2. Le dernier chapitre s'intitule « Une île dans le monde » (*An Island in the World*) et conclut que cette ouverture inéluctable sera « pour le meilleur ou pour le pire » (*for good or for ill*).
3. Deschamps faisait commencer sa deuxième partie en 1500, avec « Les Européens autour de l'île », et on trouve la même division chez Mervyn Brown (*A History of Madagascar*, 1995).
4. Cf. Pier Larson, *History and Memory in the Age of Enslavement. Becoming Merina in Highland Madagascar, 1770-1822*, Oxford, James Currey, 2000.
5. Liste des sources sur ce point dans Molet, « Origine et sens du nom des Sakalava », dans *Études de géographie tropicale offertes à Pierre Gourou* (1972 : 341-355), et dans Kent, *Early Kingdoms...* (1970 : 165-167).
6. Pour l'autre nom cité, d'ailleurs, la formulation est discutable, pour une autre raison. Flacourt mentionne en effet les « Machicorais » (le plus souvent d'ailleurs, sous la forme « Machicores »), mais il n'est pas évident qu'il aient réellement été les prédécesseurs des actuels Masikoro, puisque la région concernée, située très précisément par Flacourt, est très éloignée de l'actuel pays masikoro. Elle correspond au nord de l'actuel Androy et aux marges bara. Et il n'y a aucune indication que le transfert du nom d'une région à une autre, non limitrophe, corresponde à une migration ; c'est le mot qui s'est déplacé, non les gens. Loin de montrer la continuité d'une identification ethnique, cet exemple montre au contraire son instabilité, à une échelle de deux ou trois siècles. Il aurait été plus convaincant de citer d'autres exemples présents dans le livre de Flacourt, comme ceux des « Mahafales » (aujourd'hui *Mahafaly*) et des « Caremboles » (aujourd'hui *Karembola*) qui occupent encore exactement la localisation indiquée par Flacourt.
7. Et, pour citer des contextes cérémoniels, anciennement, au tracé géométrique suivi dans une danse rituelle réservée à la circoncision royale ou, actuellement, aux bandes de couleurs du drapeau.
8. Discussion détaillée dans A. Adelaar, « Asian Roots of the Malagasy... », *Bijdragen tot de Taal-, Land- en Volkenkunde*, 151-3, 1995, p. 332., qui est cité pourtant en bibliographie. O.C. Dahl, dans *Migration from Kalimantan...* (1991 : 20-22), présente sur ce mot des arguments qui contredisent sur certains points techniques la position d'Adelaar ; mais, en aucun cas, il ne met en doute l'étymologie austronésienne.
9. Données dans S. Babault, *Langues, école et société à Madagascar...* (Paris, L'Harmattan, 2006, pp. 58-59), qui cite en référence la thèse de R.C. Rakotofiringa-Andriantsiferana, *L'enseignement du français et en français de 1955 à 1985* (Université de Strasbourg, 1993).